



MANIFESTE DE SCIENCE POLITIQUE  
NOUVELLE POUR UN BENIN DE  
CONSENSUS

Volume 1

*Relire l'histoire des peuples du  
Bénin pour recréer un pays de  
consensus*

Eric W. NENEHIDINI

MANIFESTE DE SCIENCE POLITIQUE NOUVELLE POUR UN BENIN DE CONSENSUS

MANIFESTE DE SCIENCE POLITIQUE  
NOUVELLE POUR UN BENIN DE  
CONSENSUS

Volume 1

*Relire l'histoire des peuples du  
Bénin pour recréer un pays de  
consensus*

Eric W. NENEHIDINI



## *Préface*

Le présent ouvrage est le fruit d'un travail qui a nécessité un immense sacrifice et un grand renoncement aux opinions de soi-même chez tous ceux qui y ont contribué. Il s'appuie sur l'histoire de tout un peuple qui est un bien commun. Pour lui donner toute la valeur de son thème central : « **le Consensus** », la meilleure préface est celle du Peuple. Après la 1<sup>ère</sup> édition, les publications suivantes qui vont intégrer les corrections et contributions de tous, mentionneront en préface, les extraits que les béninoises et béninois auront formulées à travers la campagne de signature qui accompagne le lancement de l'ouvrage. Nous remercions donc le peuple béninois pour cette préface citoyenne.

***Vive le Bénin de Consensus !***

***Vive le peuple béninois !***



## *Remerciements*

Dans le cadre de la réalisation de la présente édition, la participation très remarquable de Son Excellence l'Ambassadeur à la retraite Monsieur **Gorges Timanty** au sein de l'équipe est ici mentionnée. Il est remercié pour toute l'expérience mise au service du projet et surtout ses capacités mises à contribution dans plusieurs documents de cadre politique consensuel dans l'histoire du Bénin. Tous ceux qui ont contribué par des débats, à la présente édition de l'ouvrage sont également remerciés. Nos remerciements sont adressés aussi au **Quotidien Fraternité** qui nous a accordé ses colonnes en avant-premières pour annoncer l'œuvre et recueillir les contributions du public. Enfin, à tous les animateurs de la vie politique qui nous expriment leurs avis, nos remerciements leur sont adressés.



Aperçu : APPEL A LA MOBILISATION GENERALE

*Peuples de l'ancienne colonie du Dahomey,  
Peuples du Bénin d'aujourd'hui,  
Béninoises, Béninois de toutes régions,  
Béninoises, Béninois de toutes cultures,  
Béninoises, Béninois de toutes tendances politiques,  
Béninoises, Béninois de tous âges,  
Béninoises, Béninois de toutes conditions,  
Béninoises, Béninois,*

Après de longs siècles de soumission, d'exploitation et de souffrance communes de nos peuples de la part des puissances étrangères précoloniales, coloniales et post-coloniales, puissances relayées par une certaine élite issue de nos propres communautés, voici bientôt 570 ans que dure la misère de nos peuples.

En effet, la cruelle traite négrière qui a duré plus de 400 années officiellement jusqu'en 1848, a précédé la colonisation

d'occupation et d'exploitation de nos territoires d'Afrique qui s'est établie durant plus d'un siècle jusqu'aux années 1960. Plus récemment encore, et jusqu'à ce jour, nous subissons près de 50 années d'exploitation de nos communautés par une élite issue de nos peuples, pour le compte des intérêts égoïstes de cette minorité croissante, au détriment de la masse non instruite et au service des intérêts étrangers notamment occidentaux, auxquels l'élite déconnectée de ses origines, paie le lourd tribut de l'héritage d'un pouvoir arraché à nos institutions traditionnelles.

Nous nous trouvons donc aujourd'hui en face d'un ennemi commun enraciné en nous-mêmes à savoir, cette élite minoritaire occidentalisée et déterminée à détruire définitivement les espoirs de paix, de progrès et de prospérité de nos peuples, au profit de ses intérêts égoïstes et des intérêts de puissances étrangères.

En conséquence, un grand tournant de l'histoire, un virage décisif mais incertain et non maîtrisé se dressent devant nos peuples. C'est l'heure de commencer notre marche vers l'édification d'une Nation. Le destin de nos peuples exploités depuis plusieurs siècles interpelle donc notre génération. C'est pourquoi, en nous invitant à nous inspirer de la marche des grandes nations de ce monde, nous adressons le présent appel à la mobilisation générale. Le regard tourné vers l'histoire glorieuse des grandes nations de notre temps, la pensée de chacun de nous doit être replongée dans l'histoire de nos peuples, afin d'enraciner définitivement l'amour de nous-mêmes dans le cœur de chacun. Nous pourrions ainsi, être armés du courage et de la volonté nécessaires pour entamer la construction d'une Nation sur le chemin de la paix, du progrès et de la prospérité de nos peuples.

*La nuit a été longue, très longue pour nos peuples. Le jour s'est levé à plusieurs reprises, mais aveuglés par l'ignorance et la paresse naturelles, source de notre soumission et de notre exploitation par d'autres peuples, nos communautés n'ont pas vu briller les lumières de l'histoire des cinq derniers siècles de notre cauchemar. Pourtant, devant nous et par nous, les grandes nations font leur marche. Dans ce sens, il y a deux siècles, Alexis de Tocqueville écrivait en 1835 son ouvrage « De la démocratie en Amérique » inspiré du modèle américain pour analyser et envisager l'évolution et les perspectives d'un modèle français de démocratie. Au même moment, nos peuples passaient d'une exploitation esclavagiste dans les Amériques à une exploitation coloniale européenne et notamment française, dont nous sommes restés prisonniers, accommodés à nos cellules de prisons que représentent*

les territoires hérités comme pays, à l'instar du Bénin ancien Dahomey.

Il a été donc trouvé par les peuples qui nous dominent et nous exploitent depuis des siècles, la formule machiavélique qui a consisté à endormir nos peuples dans une certaine idée imposée, selon laquelle, les territoires découpés et hérités de la colonisation peuvent et doivent être considérés comme des pays et des Nations malgré leur contre nature, leur incohérence et leur caractère incompatibles avec toute mobilisation interne des communautés et peuples ainsi privés de toute perspective de résistance commune, de paix, de progrès et de prospérité.

Près de 50 années après les indépendances, de graves menaces d'incohésion qui planent encore sur nos communautés depuis 2006, nous amènent au **19<sup>ème</sup> anniversaire de l'historique Conférence des**

*forces vives de février 1990*, à lancer un appel à la mobilisation générale de toutes les forces vives de nos communautés.

Pour rappeler plus précisément les détails de la situation, au crépuscule de l'ancien régime, alors qu'une bataille hargneuse se livrait pour consacrer la fin du régime sortant, nous avions eu le privilège de faire une étude scientifique de l'histoire politique de nos peuples et une projection des perspectives à court, moyen et long termes de la vie de nos communautés.

Dans ce contexte, il est apparu que depuis le début des années 1945, l'ancienne colonie du Dahomey a connu des générations politiques caractérisées par des cycles réguliers de 15 années, cycles ponctués par des crises politiques qui précèdent et annoncent chacune, la nécessité d'établir un nouveau consensus

minimum pour guider chaque nouvelle génération politique.

*Ainsi, les cycles suivants ont été observés :*

*(1) De 1945 à 1960 : un cycle préparatoire des indépendances après la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, a été marqué par la naissance des trois premiers partis politiques, animés jusqu'aux indépendances par des leaders qui ont connu de profonds désirs d'unité mais aussi de grandes vagues d'épreuves de divisions caractérisées par des scissions et des dissidences à l'issue de chaque tentative d'unification et de fusion de leurs mouvements politiques. Cette première génération politique a ainsi donné les prémices de l'histoire d'un Dahomey colonial et du Bénin d'aujourd'hui, composés de communautés dont les capacités et le potentiel d'unité pour former*

un Pays étaient et demeurent encore très limités. A la fin de ce cycle préparatoire néanmoins, un consensus obligatoire mais éphémère, a commencé à s'imposer dans toutes les colonies françaises. La quête des indépendances caractérisée par les courants d'autonomie et de décolonisation, s'est donc concrétisée, grâce à de lourdes concessions sur les divergences d'intérêts identitaires, culturels et politiques au sein de nos peuples entre leurs leaders.

**(2) De 1960 à 1975 : le 1<sup>er</sup> cycle politique des indépendances, 15 années après la naissance des 1<sup>ers</sup> partis politiques, a été ainsi marqué par un nouveau consensus sur la nécessité pour nos forces politiques locales de se mobiliser afin de rendre effectif l'avènement des indépendances, malgré les difficultés apparentes.**

de réalisation des consensus politiques durables. Une fois ces indépendances obtenues, la dure épreuve de l'absence d'un consensus politique durable, a été caractérisée par des coups d'Etat dont l'ancienne colonie du Dahomey désormais indépendante a battu le triste record quantitatif, à l'échelle du Continent africain en moins d'une quinzaine d'années. C'est le 5<sup>ème</sup> de ces coups d'Etat militaires en 1972, qui aura eu le mérite de mettre un terme à la crise politique du début des indépendances pour entamer enfin une transition vers un nouveau consensus de génération politique.

**(3) De 1975 à 1990 : le 2<sup>ème</sup> cycle politique**  
**15 années après les indépendances et sous**  
**la Révolution,** sera marqué à ses débuts, par une forme de consensus à travers le Discours

Programme et l'option politique de la Révolution d'idéologie marxiste léniniste qui aura connu en plus des trois années de transition militaire de 1972 à 1975, un record de longévité de 15 années jamais atteint par tous les régimes qui se sont succédés après les indépendances. Avec ses forces et ses faiblesses, ce régime aura pacifié à sa façon, les peuples et communautés du Bénin puis, maintenu le consensus d'adhésion politique, malgré une opposition qui n'a pu l'ébranler qu'à la fin des années 80s où les animateurs du système en place l'ont remis en cause et ont accepté humblement d'engager la recherche d'un nouveau consensus pacifiquement exigé et obtenu.

**(4) De 1990 à 2005 : le 3<sup>ème</sup> cycle politique 30 ans après les indépendances, est celui**

*du consensus autour du Renouveau démocratique pluraliste.* Déclenché par l'historique conférence des forces vives de février 1990, aujourd'hui âgée de 19 ans, ce cycle du Renouveau démocratique a mis un terme à l'ancien cycle politique révolutionnaire avec une transition très formelle sur fond de consensus. Aucune remise en cause des acquis de ce consensus n'a été observée jusqu'à l'échéance du cycle de 15 années en 2005. Un des plus beaux passages politiques de l'histoire de nos peuples et de nos communautés a été ainsi réalisé. Cependant, au terme de ce cycle politique des 15 années du Renouveau démocratique, un inquiétant silence a été observé face à la nécessité de rechercher un consensus nouveau pour une nouvelle génération politique. Alors que nous étions en possession d'éléments aussi précis des enseignements de

*l'histoire et des expériences politiques de nos peuples, nous avons été néanmoins confrontés à une grave objection relative au cycle politique qui s'achevait. Le contentieux qui prévalait était lié à l'ignorance collective de nos communautés, quant à la nécessité cyclique de réaliser un consensus politique pour présider aux destinées de nos peuples au cours les 15 années suivantes. Cette nécessité de consensus politique de fond a été négligée par rapport à la question d'une alternance au sommet de l'Etat. Un vide politique s'annonçait donc pour amorcer le nouveau cycle à partir de 2006.*

*(5) De 2005 à ce jour : le début du 4<sup>ème</sup> cycle politique, 45 années après les indépendances et à l'issue de 15 années de Renouveau démocratique, le système*

*tarde à se donner un consensus politique nouveau. La question n'a pas été considérée. Une seule préoccupation a polarisé toutes les attentions politiques, celle de voir partir du pouvoir, un régime dont le terme légal était arrivé à échéance selon les dispositions de la Constitution du 11 décembre 1990. Toute tentative du régime défunt, d'initier la recherche d'un nouveau consensus politique, aurait été perçue comme une intention de vouloir s'éterniser au pouvoir. Malgré la forte pression des résultats scientifiques et empiriques qui pesaient sur notre conscience quant à la nécessité impérative d'établir un consensus nouveau, nous étions alors condamnés à observer avec impuissance, le mouvement collectif de toute la classe politique engagée dans la quête d'une succession. L'intelligence politique aurait donc pu effleurer*

tout pouvoir en place après 2005, pour que la priorité soit d'initier une nouvelle transition en vue de rechercher un consensus politique nouveau pour actualiser les bases de la démocratie. Les choix politiques du pouvoir depuis lors se sont donc malheureusement, de bonne foi sans doute mais par ignorance peut-être, orientés vers la promotion de la différence et de l'exclusivisme, fondée sur une vision unilatérale des aspects clés, à un moment où un besoin de consensus politique de base se fait objectivement et scientifiquement perceptible et impératif.

Voilà l'origine scientifique et historique des crises politiques actuelles, dont les effets vont marquer durablement nos peuples et communautés avec davantage d'impact dans un environnement de crises économiques et financières mondiales. Des signes

apparents d'un besoin de consensus nouveau risquent ainsi d'ébranler nos peuples par les épreuves que subissent déjà notre souveraineté, notre sécurité intérieure et notre démocratie si rien n'est fait, notamment à travers les principaux aspects ci-après :

- **Les menaces extérieures d'intégrité territoriale qui pèsent sur toutes les frontières du Bénin** dont les populations sont déjà minées par un sentiment d'exclusion nécessitant un consensus sur les bases d'une équité nationale d'accès aux biens essentiels (média, télécommunications, services sociaux de base en éducation, santé, eau, etc.) actuellement couverts par les pays frontaliers sur le territoire du Bénin
- **Les problèmes intérieurs de légitimité et d'authenticité du découpage territorial du**

- pays ainsi que l'organisation de nos communautés** justifiant un besoin de consensus sur le mode et les résultats de la redéfinition de l'organisation territoriale encore sous l'emprise de la conférence de Berlin et dont la question monopolisée par l'exécutif en dépit des susceptibilités de toutes les parties en présence
- **L'affaiblissement du consensus autour des bases politiques de notre Constitution** en certains points obsolète et inadaptée au contexte nouveau, déjà qu'une faible majorité relative de moins de 50% des électeurs inscrits fut à la base de son adoption en 1990, preuve d'un manque de consensus initial durable et d'un besoin de consensus urgent des bases de notre système politique. En face de ce besoin, c'est plutôt le constat paradoxal d'une tendance à l'initiative unilatérale de la relecture par l'exécutif

alors que les autres composantes de la société sont exclues du processus opérationnel de révision de fond de la Constitution

- **Les conflits électoraux liés à l'organisation politique des dispositifs de gestion des consultations électorales** notamment la Commission électorale nationale autonome (CENA) source de tensions, et la Liste électorale permanente informatisée (LEPI) envisagée mais dont le caractère essentiellement fondé sur le consensus au sujet de sa crédibilité ou sa faisabilité pourrait souffrir de l'initiative unilatérale de l'Etat d'en maîtriser ou d'en forcer le processus de conception
- **Les crises relationnelles entre les institutions de l'Etat au niveau de l'exécutif, du législatif, du judiciaire, etc.** surtout en ce qui concerne le consensus nécessaire

à la crédibilité de ces institutions notamment pour la désignation de leurs membres et dirigeants (Cours Constitutionnelle, Haute Cours de Justice, Assemblée nationale, etc.), qui tendent à être l'objet de volonté de confiscation de la part de chaque partie faute de règles claires.

- **Les crises identitaires et culturelles au niveau religieux, traditionnel et politique** caractérisées par des disputes et susceptibilités discriminatoires au sein des composantes du peuple, justifient la nécessité d'un consensus sur les bases du respect mutuel des différences, dans un contexte où l'exclusivisme sur les plans politique, religieux, ethnique, linguistique et sociale, tend à émerger comme en témoignent les prises de positions politiques partisans, religieuses et ethniques ou régionalistes au sein des composantes de l'Etat, ainsi que les choix

*discriminatoire des langues et identités culturelles  
à promouvoir*

- ***Les crises sociales caractérisées par les mouvements syndicaux dans les secteurs de l'éducation (programmes d'enseignement, gratuité, valorisation de la fonction enseignante, etc.), de la santé (gratuité, équité professionnelle, etc.), de la sécurité sociale, etc., nécessitant un consensus minimum entre tous les acteurs confrontés à des bras de fer entretenus au détriment de la stabilité sociale nécessaire au progrès***
- ***Les crises économiques mondialisées dans les domaines financiers, énergétiques et alimentaires, nécessitant une mobilisation générale et non limitée au seul exécutif, allant même au-delà des concertations nationales pour faire face à un minimum de consensus aujourd'hui***

difficile à engager en raison de la situation de crise politique et de l'exclusivisme dans la gestion des crises

- **Les crises politiques partisanes marquées par les clivages, l'exclusivisme et les transhumances au niveau des pouvoirs central et local**, avec le blocage des processus de désignation des membres ou responsables d'institutions et le blocage du déroulement des élections, ainsi que les contentieux partisanes et les prises de positions partisanes des pouvoirs notamment dans l'animation du jeu démocratique, etc., en contradiction avec le besoin de consensus et de concessions, de compromis et d'égalité des conditions et traitements accordés par les pouvoirs aux membres des communautés quels que soient le bords de ces dernières

## *Béninoises, Béninois,*

*Nous voici donc à l'échéance empirique et historique fatidique d'un cycle politique qui perdure et dont la prolongation en cours est de nature à sanctionner très durement notre manque d'intelligence politique au regard de l'histoire et des signes qui confirment depuis bientôt 3 ans, la nécessité impérative de l'avènement d'un consensus politique hélas retardé.*

*Nous sommes convaincus, au cœur de cette épreuve, que notre appel à la conscience et à la mobilisation générale, sera certainement entendu par tous, peuples et communautés du Bénin, quelles que soient l'origine identitaire et la sensibilité politique de chacun.*

*En conséquence, poursuivant notre contribution à la stabilisation des peuples de nos territoires, sur la voie de l'établissement d'une paix durable, pour le progrès et la prospérité, nous lançons le présent appel à la*

mobilisation générale, pour **Relire l'histoire des peuples du Bénin et Recréer un pays de consensus** sur des bases scientifiques ici consignées sous la forme d'un **Manifeste** dont les recommandations sont ci-après énumérées :

- (1) **Premièrement : La nécessité d'établir un consensus et un cycle politiques nouveaux pour recréer le Bénin et en faire un vrai Pays et une Nation véritable**
- (2) **Deuxièmement : La vision de construction d'une démocratie, doit s'inspirer d'une marche selon Alexis de Tocqueville plutôt qu'une simple démarche sans éclairage intelligent**
- (3) **Troisièmement : La finalité et la raison d'être de toute option de démocratie en accord avec l'égalité des conditions entre**

*les hommes, le pouvoir et la loi pour tous, ainsi que la religion qui égalise et libère tous les individus, selon Alexis de Tocqueville, doivent en être préférables aux inégalités, au pouvoir divinisé, à une loi élitique et à une religion qui exclut*

- (4) *Quatrièmement : Les méthodes et les principes de réalisation des finalités de toute démocratie inspirés par l'histoire de nos peuples et l'actualité, avec une spontanéité et une volonté de nos communautés, ainsi qu'une science politique nouvelle comme recommandés par Alexis de Tocqueville, doivent s'imposer*
- (5) *Cinquièmement : Les bases historiques des systèmes et organisations politiques du Bénin précolonial, depuis les royaumes gouvernés et les communautés acéphales*

*jusqu'au découpage territorial colonial et ses prolongements actuels, doivent être reconsidérées dans le cadre d'un consensus, pour corriger les incohérences internes de l'organisation territoriale de nos peuples*

- (6) *Sixièmement : Les limites et les forces des grandes pratiques politiques d'unification des partis et mouvements politiques qui ont marqué les quatre 1<sup>ers</sup> cycles politiques sous toutes les formes à savoir parti unique, fusions de partis politiques, dissidences et scissions, coups d'Etat, pluralisme politique et consultations électorales, doivent être appréciées, afin de créer des bases durables de consensus politique entre nos peuples.*
- (7) *Septièmement : Les grandes pratiques politiques d'alternance, de rivalité, de*

*collaboration politique et de partage du pouvoir au cours des cycles politiques précédents, doivent être analysées et capitalisées, pour institutionnaliser de manière consensuelle et durable, les pratiques et systèmes politiques qui doivent présider désormais aux destinées de nos peuples.*

- (8) *Huitièmement : Les leçons et limites fondamentales des grandes pratiques politiques au Bénin à savoir les cycles réguliers persistants, le système colonial esclavagiste reconstitué par une élite instruite, l'intervention militaire persistante, l'incohérence du territoire, les forces traditionnelles endogènes ignorées, les différences identitaires et culturelles bafouées, le consensus politique difficile et la faible valeur démocratique des choix*

*électoraux, doivent être capitalisés afin de refonder les bases d'un consensus politique et d'une science politique nouvelle pour les peuples du Bénin.*

(9) *Neuvièmement : La nécessité d'un modèle politique nouveau et d'une nouvelle science politique en tenant compte du contexte intérieur de territoires incohérents dans un environnement extérieur de pressions politiques et économiques, doit être l'objet d'une attention sérieuse pour capitaliser les expériences au profit d'une postérité politique plus paisible, plus progressiste et plus prospère.*

(10) *Dixièmement : La proposition d'un projet de système de gestion politique plus opérationnel pour un nouveau cycle politique s'impose à travers la prise en*

*compte des systèmes de consensus de long terme, des systèmes de gouvernement plus stables et opérationnels, d'une organisation de la vie communautaire identitaire authentique et enfin des bases de consultations électorales plus démocratiques et moins coûteuses.*

En conclusion, de manière impérative et urgente, les propositions issues de nos travaux que nous soumettons à nos peuples et communautés à travers le présent appel à la mobilisation générale et dans le présent **Manifeste de science politique nouvelle pour un Bénin de Consensus**, se résument à travers le **Projet opérationnel de gestion politique durablement plus stable**, suivant les quatre systèmes spécifiques ci-après, qui se fondent sur les bases scientifiques et empiriques établies précédemment.

*Nous proposons donc :*

- *Un système de réalisation des consensus politiques de long terme, basé sur des cycles de 15 ans, entamés et achevés par une Conférence représentative des forces vives, assortie d'un mandat de transition neutre de 1 à 3 ans, transition conduite par des acteurs ayant rempli des critères de neutralité politique au cours des trois années antérieures à la transition et engagés formellement à observer la même neutralité trois années après la transition, ainsi que durant la transition elle-même, au cours de laquelle transition, ils ont pour mandat de procéder à la mise en place des bases de l'application durable des actes du consensus retenu. Cette transition à cheval sur la fin du dernier régime du cycle qui s'achève*

devrait se terminer par l'organisation des premières élections du cycle politique suivant avec un prolongement d'une année au moins de collaboration à l'américaine entre le gouvernement de transition et le nouveau régime élu au début du cycle.

- **Un système de gouvernement basé sur la refondation organisationnelle du Pays,** à travers la réorganisation géographique ou territoriale de l'administration fonctionnelle et la réorganisation exécutive et opérationnelle de l'Etat, avec une structure organisationnelle ministérielle indicative du gouvernement précisée dans la constitution pour baliser la géométrie jusque-là trop variable et peu maîtrisable de nos gouvernement soumis aux aléas des calculs politiques. La structure suggérée est de 7

Ministères d'Etat regroupant chacun des  
Ministères Délégués.

- *Un système d'organisation territoriale en communautés légitimes et authentiques sur les plans géographique et identitaire, et en communautés historiques homogènes, système basé sur des critères scientifiquement objectifs et consensuels pour maîtriser suffisamment les divergences subjectives issues des fondements coloniaux minés par la division interne de nos peuples regroupés antérieurement pour ne pas permettre leur mobilisation et leur cohésion.*
- *Un dispositif électoral efficace et intégré, basé sur la maîtrise des enjeux identitaires, régionaux et partisans, ainsi que sur le niveau d'appropriation de la démocratie par nos peuples et sur les observations empiriques des*

*pratiques de démocratie au Bénin, afin de revoir la configuration et la définition des acteurs clés des dispositifs électoraux, notamment d'une part, un nouveau rôle pour les anciens types d'acteurs comme les partis politiques en raison de leur caractère régional ou ethnique et d'autre part, de nouveaux acteurs comme les délégués ou conseillers électoraux qui jouent actuellement un rôle déterminant d'intermédiaires dans le système sans être comptables et responsables devant les électeurs qu'ils orientent.*

*Enfin, soucieux d'une adhésion collective à la recherche du consensus, l'approfondissement de nos travaux sur les propositions de solutions, déjà disponible, a été réservé pour être soumis dans le cadre de toute mobilisation, en vue de constituer notre option particulière susceptible d'être confrontée à d'autres*

options différentes, que chaque membre de nos communautés aura le droit d'apporter à l'occasion de la recherche du consensus dans l'opérationnalisation du présent *Manifeste*.

*Béninoises, Béninois de toutes communautés,  
Béninoises, Béninois de toutes régions,  
Béninoises, Béninois de toutes cultures,  
Béninoises, Béninois de toutes tendances politiques,  
Béninoises, Béninois de tous âges,  
Béninoises, Béninois de toutes conditions,  
Béninoises, Béninois,*

Dans l'espoir que nous pourrions un jour arriver à être tous ensemble, des peuples d'un même et vrai Pays, peuples d'une Nation véritable, le présent appel est à la fois, non seulement un cri de cœur, mais aussi et surtout un appel au sursaout d'orgueil, de fierté et de clairvoyance de chaque béninoise et de chaque béninois.

Pour assurer un cadre de mise œuvre du processus de mobilisation générale autour des fondements scientifiques établis dans le présent **Manifeste**, en vue d'engager nos peuples sur les chemins de la recherche d'un consensus nouveau de long terme, nous proposons en accord avec les principes démocratiques, un cadre populaire d'échanges ouvert à tous, pour permettre à chacun d'exprimer ses opinions et aspirations, quelles que soient sa communauté de base, sa région, son identité culturelle et ses orientations politiques partisanes.

La perspective d'un tel cadre de concertation et de mobilisation générales est proposée à travers le **Mouvement pour un Bénin de Consensus (MBC)** en vue de définir et de réaliser une vision commune d'un Bénin **Pays de Paix, de Progrès et de Prospérité des Peuples (5P)**. Toutes les forces

*vives sont donc invitées à participer à l'œuvre commune de construction par les opinions et les actions, quelles que soient les divergences de vue, en participant au mouvement MBC.*

***Vive la Paix, le Progrès et la Prospérité !  
Vive le Bénin du Consensus !***

## Table des matières

<i>Préface</i> .....	5
<i>Remerciements</i> .....	7
Aperçu : APPEL A LA MOBILISATION GENERALE.....	9
Prologue : AVANT TOUTE RELECTURE OBLIGATOIRE DE L'HISTOIRE, PRENONS CONSCIENCE DE PLUS DE CINQ SIECLES D'EXPLOITATION DE NOS PEUPLES .....	43
Chapitre 1er-LES PRINCIPES GENERAUX D'UN MODELE AMBITIEUX DE DEMOCRATIE INSPIRE DE LA MARCHÉ DES GRANDES NATIONS DU MONDE SELON ALEXIS DE TOCQUEVILLE.....	49
1.1.La nécessité de relire courageusement notre propre histoire pour envisager notre avenir .....	49
1.2.L'égalité des conditions entre les hommes comme 1er fait le plus marquant d'une démocratie ....	50
1.3.La loi ne doit pas être issue d'une élite, l'autorité ne doit pas être respectée comme divine, les droits des individus et la confiance entre eux doivent être assurés .....	51
1.4.Les points de vues contradictoires des hommes sur la même démocratie dans la même société sont inévitables et doivent contribuer par leurs différences .....	52

- 1.5. Les fondements des grandes révolutions démocratiques au sein des communautés sont issus des profondeurs de l'histoire de chaque société ..  
..... 53
- 1.6. L'influence des cycles de changements est un constat de portée stratégique pour les perspectives de l'évolution et de la marche historique des démocraties ..... 55
- 1.7. Le développement graduel de l'égalité des conditions entre les hommes est un fait providentiel nécessaire dans la progression de la démocratie ..... 56
- 1.8. Le mode de gouvernement en démocratie doit s'adapter au temps et se modifier suivant le contexte, les réalités, les circonstances et les hommes ..... 57
- 1.9. La nécessité d'une nouvelle science politique s'impose à un monde nouveau pour proposer des modèles nouveaux en démocratie ..... 58
- 1.10. Les révolutions démocratiques doivent être spontanées et jaillir du peuple plutôt que d'être préparées ou décrétées par les chefs de l'Etat et l'Elite ..... 59
- 1.11. La perception par le peuple d'un certain bonheur suffisant et le rejet de l'usage de toutes les puissances sont ce qui garantit le respect des formes de pouvoirs en démocratie ..... 60
- 1.12. Le rapprochement des classes extrêmes ainsi que la réduction des contrastes assurent l'équité sociale nécessaire à toute démocratie ..... 62

- 1.13. Le volontarisme et l'adhésion libre des citoyens assurent un intérêt particulier chez chacun qui se confondrait de fait à l'intérêt général chez tous..  
..... 63
- 1.14. Une Nation moins brillante avec un sort plus prospère et plus paisible pour la majorité des citoyens doit être préférée à la gloire et la force chez une minorité en démocratie ..... 64
- 1.15. La faiblesse de tous plutôt que la force oppressive et conservatrice d'un petit nombre de citoyens, doivent guider la répartition du pouvoir en démocratie ..... 65
- 1.16. La réduction de l'ignorance des pauvres et la réduction de l'écart entre pauvres et riches doivent guider la répartition des richesses en démocratie  
..... 66
- 1.17. La tranquillité de la société dans une démocratie est assurée<sup>17</sup> par la crainte des citoyens de mourir en faisant un effort, toute pression subie par ces citoyens en l'absence de démocratie les motiverait donc à un effort plus nuisible à la tranquillité qu'ils n'ont pas ..... 67
- 1.18. La démocratie doit renverser sur son passage tout ce qu'elle n'est pas et ébranler tout ce qu'elle ne détruit pas ..... 68
- 1.19. La religion en démocratie, doit participer à ce que tous les hommes deviennent libres et égaux devant la loi plutôt que de contribuer à des critères d'exclusion ..... 69

- 1.20. Les principes de démocratie selon Alexis de Tocqueville sont universels dans le temps et dans l'espace, et conviennent aussi bien la situation actuelle au Bénin ..... 71

**Chapitre 2è-LES BASES D'UNE PRISE DE CONSCIENCE DE L'INFLUENCE PASSIVE DES CONDITIONS DE LA NATURE SUR LES PEUPLES NOIRS ..... 73**

- 2.1. Le retard initial des Nègres au niveau mental en comparaison à l'homme blanc justifierait la bonne foi de l'exploitation dont les Noirs sont l'objet depuis la Traite des Nègres ..... 74

- 2.2. Les stratégies de soumission et d'exploitation qui ont caractérisé les pouvoirs coloniaux et post-coloniaux ont visé les profits économiques des occidentaux puis, les intérêts égoïstes d'une minorité de Noirs instruits héritiers des pouvoirs coloniaux ..... 77

- 2.3. Les stratégies militaires occidentales précoloniales de soumission des Noirs sans les détruire ont fait place aux actions militaires post-coloniales d'autodestruction, pilotées par des pouvoirs noirs qui entreprennent d'interminables guerres fratricides ..... 81

- 2.4. Les stratégies politiques coloniales occidentales de diviser les peuples pour les soumettre et les exploiter ont fait place aux actions politiques d'affrontements post-coloniales des pouvoirs noirs au profit de l'élite minoritaire et au service des intérêts étrangers ..  
..... 85

- 2.5. Les stratégies économiques précoloniales et coloniales d'exploitation commerciale au profit des occidentaux, ont fait place aux actes de confiscation et de gaspillage des richesses par des pouvoirs noirs post-coloniaux au détriment de leurs populations au profit d'intérêts égoïstes de l'élite minoritaire soutenant des intérêts étrangers ..... 89
- 2.6. Le découpage de l'Afrique pour des intérêts occidentaux basé sur la maîtrise et la destruction du potentiel de mobilisation, de résistance et de prospérité des peuples noirs suivant une forme de division des peuples pour les dominer et les exploiter selon un système reconduit par l'élite noire héritière du pouvoir colonial ..... 92
- 2.7. L'étroitesse d'esprit de l'élite noire issue du dressage subi de la part du colonisateur, a amené cette élite noire héritière du pouvoir colonial, à accepter et à faire accepter par les peuples noirs, les territoires contre nature et incohérents légués après les indépendances comme des pays ..... 97

**Chapitre 3è-LES FONDEMENTS AUTHENTIQUES DES SYSTEMES ET ORGANISATIONS POLITIQUES INSPIRES DE L'HISTOIRE DES PEUPLES DU BENIN ..... 99**

- 3.1. Les grandes organisations politiques précoloniales des peuples du Bénin en royaumes et en communautés acéphales avant 1945 ont été contraintes aux regroupements contre nature et incohérents des peuples au sein d'une même colonie ..... 101

- 3.2.L'organisation des peuples au sein d'une même colonie de soumission visait à asphyxier tout potentiel de mobilisation, d'intégration et de résistance chez l'ensemble des communautés ainsi regroupées à l'intérieur des nouveaux territoires ..... 105
- 3.3.La construction post-coloniale de nos territoires identitairement et culturellement hétéroclites, sur les bases coloniales caractérisées par les principes de la division des peuples pour les maîtriser, les soumettre et les exploiter ..... 106
- 3.4.Les nouvelles stratégies d'exploitation post-coloniales au profit des intérêts étrangers en particulier occidentaux consistent à utiliser les incohésions et autres facteurs de division pour distraire les peuples au moyen de la guerre, de l'oisiveté et des loisirs afin de les empêcher de prendre conscience du potentiel de leurs ressources ..... 110
- 3.5.La connaissance et la prise en compte des modes d'organisation et des identités culturelles propres à chacun des peuples regroupés dans les nouveaux territoires devraient inspirer une nouvelle organisation basée sur le respect et l'acceptation des différences entre les peuples ..... 112
- 3.6. Les grandes pratiques politiques pour la recherche d'une unité et d'une cohésion durables dans l'exercice du pouvoir au Bénin de 1945 à ce jour varient entre fusion, mouvement unitaire militaire ou civil, exclusion et parti unique idéologique ..... 115

- 3.7. Les grandes pratiques politiques pour l’alternance, la gestion des rivalités, la collaboration et le partage du pouvoir de 1945 à ce jour se caractérisent par des dissidences, interdictions de parti, scissions de partis, coups d’Etat, référendums de légitimation, présidences consensuelles ou rotatives, conférences nationales, élections, multipartisme, qui enrichissent les expériences dont il faut tirer des modèles ..... 119
- 3.8. L’inefficacité de la recherche d’une organisation politique consensuelle durable sur une base partisane ou régionale a caractérisé les pratiques politiques observées depuis 1945, au Dahomey d’hier et au Bénin d’aujourd’hui..... 127
- 3.9. Les raisons identitaires et régionales de l’inefficacité des partis politiques impliquent un changement du rôle des organisations et partis politiques comme condition majeure de réalisation du consensus durable ..... 132

**Chapitre 4è-LES CONSEQUENCES DES FACTEURS HISTORIQUES ET IDENTITAIRES SUR LA PRATIQUE DEMOCRATIQUE FUTURE AU BENIN ..... 139**

- 4.1. La nécessité de prendre en compte la complexification croissante des facteurs identitaires et ceux de l’environnement politique et économique de nos territoires instables, s’impose ..... 139
- 4.2. La mesure quantitative des faibles capacités de consensus dans le contexte de l’organisation politique actuelle de nos peuples, indique la nécessité impérieuse de refonder l’organisation d’un pays nouveau ..... 141

- 4.3. La faible cohérence entre les choix constitutionnels, les lois qui les mettent en œuvre et les pratiques politiques observées caractérisant l'instabilité et la fragilité des consensus ..... 143
- 4.4. La faible valeur démocratique des dispositifs pratiques et le faible degré de consensus ou de représentativité des choix réalisés fragilisent la capacité de mise en œuvre des résultats de consultations ..... 147
- 4.5. Le faible taux de participation des électeurs aux choix électoraux à chaque étape d'une élection (indicateur de processus) montre le désintérêt progressif des électeurs d'une étape à l'autre au cours de chaque processus de recherche d'un consensus ..... 149
- 4.6. Le faible taux d'évolution de la participation des électeurs d'une élection à l'autre dans le temps (indicateur d'évolution démocratique) indique une dégradation progressive de l'intérêt des populations face à des processus électoraux de consensus difficile ..... 159
- 4.7. La faible durabilité des choix issus des processus électoraux ou non électoraux (indicateur de stabilité) justifie de manière récurrente les crises politiques et des besoins de consensus nouveaux ..... 170
- 4.8. Le faible degré d'applicabilité des choix (indicateur d'utilisation des résultats) de consensus, détermine des cycles réguliers de recherche de consensus nouveaux ..... 172

- 4.9.L'observation des cycles réguliers de recherche de consensus à intervalle de 15 années chacun depuis 1945 à 2005 peut inspirer le fil conducteur d'un modèle de système politique basé sur le consensus de long terme au Bénin ..... 173

**Chapitre 5è-LES BASES D'UN PROJET REALISTE DE CREATION D'UN PAYS ET D'UNE NATION DE CONSENSUS POUR LA PAIX, LE PROGRES ET LA PROSPERITE ..... 183**

- 5.1.La nécessité d'établir un consensus pour un cycle politique nouveau et plus intelligent doit donc s'imposer afin de recréer le Bénin et en faire un vrai Pays et une Nation véritable ..... 183
- 5.2.La vision de construction d'une démocratie comme une marche selon Alexis de Tocqueville plutôt qu'une simple démarche, doit se baser sur quelques principes fondamentaux ..... 185
- 5.3.La finalité et la raison d'être de toute option de démocratie selon Alexis de Tocqueville doivent être en accord avec l'égalité des conditions entre les hommes, le pouvoir et la loi pour tous, ainsi qu'une religion qui égalise et libère tous les individus ..... 186
- 5.4.La manière et les principes de la réalisation des finalités de toute démocratie tels que présentés plus haut, passent par les expériences de l'histoire, l'actualité, la spontanéité et la volonté des citoyens, ainsi qu'une science politique nouvelle ..... 188
- 5.5.Les bases historiques des systèmes politiques des peuples du Bénin précolonial, depuis les royaumes et communautés acéphales jusqu'au découpage territorial colonial incohérent et contre nature, doivent fonder toute organisation nouvelle..... 191

5.6. Les grandes pratiques politiques d'unification des partis et mouvements politiques (parti unique, fusions de partis, dissidences, coups d'Etat, consensus pluriel) doivent fournir des expériences utiles aux nouvelles pratiques politiques ..... 194

5.7. Les grandes pratiques politiques d'alternance, de rivalité, de collaboration politique et de partage du pouvoir, doivent inspirer les formes de gestion des pratiques nouvelles en l'absence de consensus ..... 196

5.8. Les leçons et limites fondamentales des grandes pratiques politiques au Bénin : cycles réguliers persistants, systèmes esclavagiste et colonial reconstitués par l'élite, intervention militaire persistante, territoire contre nature incohérent, forces traditionnelles endogènes ignorées, différences identitaires bafouées, consensus difficile et faible valeur démocratique des choix ..... 200

5.9. La nécessité d'un modèle politique nouveau et d'une science politique nouvelle dans le contexte intérieur de territoire contre nature incohérent, et le contexte extérieur de pression ..... 203

5.10. La proposition d'un projet de système de gestion politique consensuel et plus opérationnel s'impose à travers la prise en compte des systèmes de consensus de long terme, de gouvernement, de vie communautaire identitaire et de consultation démocratique ..... 207

***Conclusion*..... 213**





Avec le soutien intellectuel d'une équipe d'experts de haut niveau, juristes, diplomates, gens d'arts et cultures, et historiens-géographes, **Eric Nénéhidini** a conduit les travaux du présent ouvrage. Il est natif de Tanguéta dans le nord Bénin, titulaire d'un Master en Intelligence d'affaires obtenu à l'école des Hautes

Etudes Commerciales de Montréal (HEC-Montréal) au Canada, Ingénieur Statisticien diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure de statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan en Côte-d'Ivoire, Diplômé d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS) en Gestion des Affaires au Bénin, Economiste de formation initiale à la Faculté des sciences juridiques, économiques et politique (FASJEP) de l'Université Nationale du Bénin (UNB). Eric Nénéhidini a servi comme cadre statisticien à l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) pendant environ six années, il est enseignant à l'université depuis cinq années et a également occupé les fonctions de Directeur de la documentation et de l'informatique (DDI) du Ministère chargé de la planification et du développement (MCPD) pendant deux années, et cumulativement les fonctions de coordonnateur adjoint du Projet National d'Appui au Développement Conduit par les Communautés (PNDCC). Il est actuellement Expert auprès du Projet d'appui au secteur privé (PASP) financé par l'Union Européenne où il a conduit les mesures d'impact pour les nouvelles dispositions fiscales de la loi de finance 2009. Il a mis en place plusieurs organisations privées qu'il dirige notamment, le Centre d'Information et d'Assistance en Systèmes d'Information de Décision (CIASID) qui sert de cadre au présent projet et la Haute Ecole Régionale des Métiers de l'Informatique et des Technologies Electroniques (HERMITE) de Natitingou.

Le présent ouvrage a eu le soutien très remarqué de l'Ambassadeur à la retraite, Son Excellence Monsieur **Georges Timanty**, Historien et Diplomate de formation à l'Université Nationale du Bénin puis à Genève (IIES) et Bordeaux (Talence), titulaire d'un MBA à Montréal au Canada, il a servi dans l'administration béninoise à divers postes de direction, puis comme ambassadeur au Niger, au Ghana-Togo-Mali-Burkina Faso, et à Cuba. Il a contribué au présent ouvrage de manière très spéciale.